



Analyse des conflits sensible au genre

Document d'orientation et d'information

Analyse des conflits sensible au genre

Ce document a été rédigé par Anne-Marie Goetz et Anne-Kristin Treiber sur la base de documents de référence de l'ancien UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes) traitant du genre et des systèmes d'alerte rapide en cas de conflit en Colombie, dans la vallée de Ferghana et aux Îles Salomon.

La traduction du Recueil d'informations d'ONU Femmes consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité a été rendue possible par le généreux soutien de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA).

Première publication : octobre 2006

Deuxième édition : septembre 2012

*Toute référence à « UNIFEM » dans ce document s'entend comme une référence à « l'ancien UNIFEM », l'une des quatre entités qui ont fusionné le 21 juillet 2010, par la résolution A/RES/64/289 de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour former l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

*Toute référence à « la résolution 1325 des Nations Unies et » aux « résolutions ultérieures ou aux 5 résolutions FPS » dans ce document s'entend comme une référence aux résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010). Deux résolutions supplémentaires sur les femmes, la paix et la sécurité ont été adoptées avant la réimpression de ce Recueil d'informations en 2014 : les résolutions 2106 (2013) et 2122 (2013). Le texte intégral de ces nouvelles résolutions est fourni en annexe mais n'est pas inclus dans le texte de cette réimpression.

En couverture : La Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires Valérie Amos, à l'écoute lors d'une rencontre avec des réfugiés dans leur camp du district de Parwan Se à Kaboul, en Afghanistan.
Crédit : UN Photo/Fardin Waezi



PRÉSENTATION

Ces dernières années, un certain nombre d'entités des Nations Unies ont élaboré des cadres d'évaluation et d'analyse des conflits visant à renforcer leur efficacité opérationnelle dans les régions sensibles aux conflits. Cependant, à ce jour, peu de cadres de surveillance et d'évaluation des conflits considèrent les rapports hommes-femmes et l'inégalité entre les sexes comme des éléments déclencheurs des conflits ou comme des éléments de la dynamique des conflits.

La prévention et la résolution efficaces des conflits nécessitent l'analyse des causes, des éléments déclencheurs, de la dynamique et des formes des conflits, ainsi que des facteurs et de la dynamique sociale qui renforcent la résistance de la communauté au conflit. Une analyse précoce et une surveillance permanente sont essentielles à l'anticipation des conflits et à la transformation de la dynamique des conflits, car elles permettent de soutenir les groupes sociaux engagés dans la résolution non violente des conflits. Dans le cadre du soutien apporté à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM, désormais partie d'ONU Femmes) a démontré que l'intégration d'une perspective de genre à l'analyse des conflits, à la surveillance et aux réponses marquantes qui y sont apportées peut contribuer de manière significative à la prévention des conflits. La présente note d'information souligne les grandes lignes d'une analyse des conflits sensible au genre. Elle rassemble les conclusions de trois projets pilotes d'analyse des conflits sensible au genre menés par UNIFEM dans la vallée de Ferghana, en Colombie et aux Îles Salomon.

Analyse des conflits sensible au genre

Ce document reprend le cadre d'analyse du développement de la conflictualité élaboré par Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),¹ qui comporte trois grands éléments communs avec les autres modèles² d'analyse des conflits :

- » L'analyse du contexte (acteurs, causes et capacités) ;
- » La compréhension des dynamiques conflictuelles en temps réel (construction d'un scénario afin d'évaluer les tendances observées) ; et
- » Des choix stratégiques quant aux remèdes et aux réponses à apporter au conflit (en mettant l'accent sur l'institutionnalisation des moyens non-violents de résoudre les conflits à venir).

À Vukovar, une vieille dame sort d'un bâtiment saccagé. Le 4 septembre 1992, Vukovar, Croatie. Crédit : ONU Photo/John Isaac

Pour introduire une perspective de genre dans ce cadre, il faut commencer par analyser les rapports de genre spécifiques au contexte pour s'interroger sur la manière dont les rapports de genre influencent la façon dont les femmes participent au conflit, sont affectées par celui-ci et tentent de le résoudre.

L'analyse du contexte

Les relations sociales basées sur le genre et de nombreuses autres formes de clivage social telles que la classe sociale, la race, l'appartenance ethnique, l'âge et la situation géographique se recoupent pour déterminer les principaux acteurs d'un conflit et les capacités relatives des différents acteurs à intensifier ou à résoudre le conflit.

Les acteurs

Les femmes peuvent combattre, ou elles peuvent fournir des services aux combattants. Elles représentent certainement une part significative des personnes physiquement blessées lors du conflit et des victimes affectées par des pertes matérielles. Les rapports de genre façonnent les formes que prennent les exactions commises à leur rencontre : par exemple, les femmes sont bien plus susceptibles que les hommes de souffrir de violences sexuelles. Néanmoins, la tendance à considérer les femmes avant tout comme des victimes de violences, et surtout de violences sexuelles, masque les nombreux autres rôles qu'elles peuvent jouer dans le déclenchement et l'entretien des conflits, ou dans la consolidation de la paix.

Lorsque les principaux acteurs d'un conflit sont amenés à participer aux négociations et aux efforts visant à résoudre ce conflit, il est essentiel que des femmes y participent sur un pied d'égalité. Leur expérience spécifique leur donne en effet un point de vue différent sur les maux sociaux et économiques auxquels doivent remédier l'accord de paix et les mécanismes de gouvernance mis en place après le conflit.

Les causes

On distingue couramment trois types de causes de conflit : les **facteurs structurels** fondamentaux (l'exclusion politique systématique, les déplacements démographiques, les inégalités économiques, le déclin économique et la dégradation écologique), les **facteurs catalyseurs** ou **déclencheurs** (les assassinats, les coups d'État militaires, les fraudes électorales, les scandales liés à la corruption, les violations des droits de la personne) et les **manifestations** (les explications superficielles, les moyens par lesquels le conflit se poursuit).

- » Les rapports de genre, aussi profondément marqués par l'inégalité et l'injustice qu'ils soient, constituent **rarement la cause fondamentale** des conflits sociaux violents (voir ci-dessous).
- » Les injustices fondées sur le genre commises à l'encontre des femmes ou des hommes, par contre, **peuvent parfois servir de catalyseurs aux conflits**. Par exemple, les violences systématiquement perpétrées contre les femmes par des hommes d'une classe sociale, d'une race ou d'un groupe ethnique rival peuvent déclencher de violentes réactions défensives.
- » Les injustices fondées sur le genre représentent **l'une des manifestations les plus significatives d'un conflit**. Le recours systématique au viol et aux autres formes de violences sexuelles utilisées comme techniques de guerre a été observé dans de nombreux conflits, notamment lors des génocides commis dans les Balkans ; au Rwanda et au Burundi ; au Darfour, au Soudan ; et dans la partie orientale de la République démocratique du Congo.

Il est essentiel de ne pas confondre les manifestations ou les déclencheurs d'un conflit avec ses véritables causes. En Afghanistan, par exemple, le traitement infligé aux femmes par les Talibans a été condamné par la communauté internationale, bien qu'il ne s'agisse pas de la cause de l'intervention internationale. Au cours de la période post-Talibans, l'amélioration de la condition de la femme a été un objectif poursuivi avec zèle par divers acteurs internationaux. Il s'agit là d'un projet essentiel et louable, qui en aucun ne saurait éliminer à lui seul les causes fondamentales du conflit dans le pays.

La dynamique

Les analyses de la dynamique des conflits étudient les influences variables des différents acteurs ainsi que les facteurs qui donnent plus de poids aux médiateurs et aux agents de changement. ONU Femmes insiste sur le rôle transformateur que jouent de nombreuses femmes en appelant à la fin des conflits, en initiant des mobilisations sociales en faveur de la paix et en œuvrant pour la réconciliation sociale après les conflits. Une autre dynamique significative d'un conflit est la manière dont il peut transformer les rapports de genre. Lorsque les hommes partent au combat et laissent les femmes s'occuper de la communauté, celles-ci peuvent acquérir des rôles inhabituels en matière de leadership social et politique. Les femmes combattantes peuvent également jouir d'une égalité sociale inhabituelle au sein des groupes militaires. Il s'agit là de caractéristiques souvent propres aux conflits de longue durée tels que la guerre du Viet Nam, le conflit opposant l'Éthiopie à l'Érythrée, et les insurrections paysannes en Asie du Sud. Ces situations se reflètent dans les dispositions égalitaires des combattants en matière de mariage ou dans les configurations de leadership. Après un conflit, un besoin compréhensible de retour à la vie normale se fait sentir, mais ce retour à la vie normale peut aboutir à un retour aux rapports de genre inégalitaires qui prévalaient avant le conflit. Dans de nombreux contextes, les défenseurs des droits des femmes résistent à cette situation et cherchent à institutionnaliser les gains sociaux et politiques réalisés en temps de guerre.

Les réponses stratégiques

La nécessité de mettre fin à la violence peut souvent conduire les parties belligères à consentir à d'importantes concessions en ce qui concerne les droits d'exploitation des ressources naturelles et des terres, ou les systèmes de gouvernance qui réservent des postes de représentation à des minorités ou qui accordent une certaine autonomie aux régions lésées. De telles réponses peuvent parfois fragiliser les droits des femmes ou anéantir les progrès réalisés dans ce domaine, par exemple lorsque certains groupes parviennent à étendre leur système juridique coutumier ou raviver un système de gouvernance traditionnel reposant au niveau local sur le clan ou la famille, afin d'asseoir la reconnaissance

LES DIMENSIONS GENRE DES CAUSES STRUCTURELLES DES CONFLITS

Pratiquement toutes les causes structurelles des conflits habituellement citées comportent une dimension genre qui devrait être surveillée. Voici une liste des causes fondamentales les plus souvent constatées, accompagnées de quelques-unes des questions de genre correspondantes :

- » L'histoire d'un conflit armé : l'héritage de guerres passées, par ex. les enfants nés de viol, les veuves, les orphelins ;
- » La gouvernance et l'instabilité politique : l'exclusion des femmes de la prise de décisions, la corruption car celle-ci n'affecte pas les hommes et les femmes de la même manière ;
- » La militarisation : les dépenses publiques de défense réduisent d'autant les ressources disponibles pour les services sociaux ;
- » L'hétérogénéité des populations : la mobilisation communautaire/séparatiste, les manifestations des différences ethniques en termes de genre ;
- » La pression démographique : les jeunes gens sans emploi, la mortalité infantile ;
- » Les performances économiques : l'économie informelle est liée à l'augmentation du nombre de femmes qui occupent des fonctions insuffisamment rémunérées et qui travaillent dans le secteur informel ;
- » Le développement humain : un taux de mortalité maternelle élevé, les attentes insatisfaites des femmes en matière d'éducation et de santé ;
- » La pression environnementale : l'accès des femmes à l'eau et aux terres arables ;
- » Les influences culturelles : les pratiques culturelles qui restreignent les droits des femmes et favorisent « l'hypermasculinité » des hommes ;
- » Les liens internationaux : la traite des femmes, le manque de liens avec la scène internationale est synonyme de moindres chances d'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), ou de conceptions des droits des femmes comme étrangers à sa propre culture.



Le conflit de 1992 opposant les groupes ethniques ingouche et ossète a entraîné une épuration ethnique et la destruction massive d'habitations. Cette femme se trouve dans sa maison gravement endommagée, criblée de balles. Le 1er janvier 1997, en Ossétie du Nord, Fédération de Russie. Crédit : Photo ONU/T. Bolstad

de leur autonomie culturelle. Par conséquent, les violences à caractère sexuel peuvent ne pas être sanctionnées, ou la pauvreté des femmes peut s'aggraver lorsque la réforme foncière les ignore. C'est pourquoi les réponses stratégiques devraient avoir pour objectif de répondre aux besoins pratiques et immédiats des femmes tout en luttant contre les inégalités fondées sur le genre qui empêchent les femmes d'accéder aux positions de prise de décision publique – ce qui leur permettrait de contribuer à la prévention des conflits sur le long terme.

Le genre et la surveillance des conflits

Les éléments fondamentaux

Les systèmes de surveillance des conflits supposent de collecter et d'analyser des données en vue d'étudier et de prédire les risques de conflits. Un intérêt croissant se fait sentir pour l'établissement de liens entre les données structurelles au niveau macro et les informations générées au niveau communautaire par des méthodes participatives. Les systèmes de surveillance des conflits sensibles au genre ont recours à :

- » des informations **relatives** aux femmes et aux hommes, ainsi qu'aux rapports de genre, et à
- » des informations **émanant** des femmes et des hommes

pour comprendre la dynamique des conflits, identifier les acteurs et les processus qui permettraient de prévenir les conflits, et consolider la paix en tenant compte de la dimension de genre.

Les principales hypothèses

- » L'accent mis sur les informations **relatives** aux femmes, aux hommes et aux rapports de genre suppose la compréhension du fait que les tensions existant dans les rapports de genre (la violence basée sur le genre [VBG], les changements rapides qui interviennent dans les relations conjugales et qui portent atteinte aux droits sexuels ou aux droits à la propriété des femmes, ou la radicalisation des hommes sans emploi) peuvent contribuer à une meilleure compréhension des causes structurelles du conflit, des éléments déclencheurs du conflit, ou des manifestations d'un Ces informations soulignent en outre les capacités variables des femmes et des hommes à s'engager dans la prévention des conflits.
- » L'accent mis sur l'apport d'informations distinctes **émanant** des femmes et des hommes suppose la compréhension du fait que les femmes, de par leur position structurellement différente de celle des hommes — et ce y compris au sein d'une même race, d'une même classe sociale ou d'un même groupe ethnique —, ont une perception des changements sociaux, économiques, environnementaux et politiques assez différente de celle des hommes, et réagissent différemment à certains phénomènes sociaux. Par exemple, elles peuvent réagir plus fortement à une augmentation de la violence domestique et comprendre que celle-ci est liée à une augmentation soudaine de la disponibilité des armes de petit calibre. De même, les hommes peuvent avoir conscience de processus sociaux et politiques à l'origine de conflits sur des scènes qui ne sont pas accessibles aux femmes, par exemple au sein des tribunaux traditionnels réservés aux hommes.

La méthode

Des contraintes liées à l'espace disponible ne nous ont pas permis d'étudier en détail la méthodologie employée par chacun des projets pilotes de surveillance des conflits par l'ancien UNIFEM (désormais ONU Femmes). C'est pourquoi nous aborderons ici uniquement la démarche adoptée dans pour les Îles Salomon. Le projet pilote lancé en 2005 aux Îles Salomon utilisait trois méthodes d'enquête différentes pour produire des données relatives aux 46 indicateurs identifiés au cours d'un processus participatif et consultatif. Ces enquêtes utilisaient plusieurs instruments :

- » Des formulaires d'auto-surveillance remplis par les 20 participants au projet, hommes et femmes, formés à surveiller les indicateurs relatifs à la paix et aux conflits au niveau communautaire ;
- » Des enquêtes communautaires réalisées auprès de 200 personnes des cinq communautés au sein desquelles le projet se déroulait ;
- » Des enquêtes nationales organisées auprès de 200 « spécialistes compétents » (personnel d'organisations non gouvernementales [ONG], du Gouvernement et d'organismes internationaux, autorités religieuses).
- » D'autres formes de données qui n'étaient pas basées sur des indicateurs, notamment des groupes communautaires de discussion thématiques distincts selon les sexes, un ensemble structuré de données incluant des statistiques nationales, et une veille quotidienne du journal local.

Afin de mettre l'accent sur l'aspect préventif de travail, un ensemble de réponses possibles a été élaboré pour chacun des 46 indicateurs parallèlement à la collecte des données. Les participants ont passé en revue une matrice montrant chaque indicateur et son « niveau de risque » associé à une couleur, tel qu'indiqué par les enquêtes. Ils ont

ensuite avancé des idées de réponses politiques et pratiques à apporter au niveau communautaire, c'est-à-dire des initiatives à prendre par les communautés elles-mêmes, ainsi que des propositions pour le niveau national (notamment des idées de politiques gouvernementales, d'initiales à conduire par des ONG nationales, les églises ou les bailleurs de fonds internationaux).

Les indicateurs de conflit liés au genre

Des différences entre les sexes sont apparues quant aux « niveaux de risque » attribués par les femmes et les hommes aux mêmes types d'indicateurs. L'encadré ci-dessous met en évidence quelques-uns des indicateurs les plus importants auxquels les femmes et les hommes ont attribué une pondération différente :

Les indicateurs de conflit spécifiques au genre identifiés aux Îles Salomon sont très spécifiques au contexte et à la culture. C'est justement cela qui en fait un outil de surveillance des conflits sensible au genre très précieux. De même, dans le projet pilote lancé en 2005 dans la vallée de Ferghana, les indicateurs qui ressortaient des travaux par groupe thématique étaient adaptés à l'évolution des conflits dans la région des trois pays, et à leurs causes fondamentales. Par exemple, les femmes et les hommes considéraient l'influence croissante des organisations religieuses sur les jeunes gens sans emploi comme un signe inquiétant. Ils considéraient également l'émigration comme révélatrice de l'aggravation de la crise économique qui sévissait dans la région, tout comme l'accès insuffisant à l'eau pour les cultures. Au cours du projet pilote mené en Colombie en 2004-2005, qui était axé sur les deux départements de Cauca et Bolivar, les indicateurs devaient se concentrer sur les deux catégories de problèmes évoquées par les femmes elles-mêmes : la violence domestique et la situation des femmes déplacées dans leur propre pays.

LES FACTEURS ASSOCIÉS AUX CONFLITS AUXQUELS IL A ÉTÉ ATTRIBUÉ LE PLUS D'IMPORTANCE

PAR LES HOMMES :

- » Le chômage des jeunes hommes : Un facteur de déstabilisation au cours des périodes de tension, puisque les jeunes hommes sans emploi exigeaient de l'argent pour s'assurer une forme de revenus. Une augmentation de l'activité criminelle reste associée à un taux élevé de décrochage scolaire chez les jeunes hommes sans emploi.
- » Le taux de criminalité : Surtout lié au chômage des jeunes hommes. À Honiara, la criminalité est considérée comme en hausse et plus violente que par le passé.
- » La confiance entre les groupes ethniques : Liée à des stéréotypes négatifs répandus au sujet de différents groupes ethniques et à une forte identification au groupe, tout particulièrement chez les hommes. De par le passé, ce facteur a fortement contribué à alimenter les conflits.

PAR LES FEMMES :

- » Évitement des marchés et/ou des parcs publics provoqué par la peur : Ce sont généralement les femmes qui se rendent dans des parcs publics isolés ou emportent leurs produits au marché. Au cours de la véritable période de tensions et de violence (1998-2003), les femmes avaient trop peur pour s'acquitter de cette tâche, ce qui a entraîné une baisse de la sécurité alimentaire et des revenus familiaux.
- » La peur des représailles commises par des détenus : Un problème soulevé par les femmes, la preuve étant apportée du fait que les femmes sont menacées et victimes de représailles commises par des hommes libérés après avoir été emprisonnés pour des crimes liés au conflit de 1998-2003.
- » Les conversations négatives informelles : Importantes avant et pendant les périodes de tension. Cette question concerne le genre, car des femmes ont avoué avoir raconté des histoires pendant les périodes de tension qui ont pu envenimer les conflits.
- » La dissolution des mariages : Le taux de dissolution des mariages augmentait fortement au cours des périodes de tensions. Il est associé à l'abus d'alcool et à l'augmentation du nombre d'hommes qui prennent une seconde femme ou une maîtresse. Celui-ci est perçu comme un indicateur de risque élevé par les femmes, mais non par les hommes.

LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE : UN INDICATEUR CLÉ

La Violence Basée sur le Genre (VBG) a été clairement identifiée par les femmes comme indicateur clé de conflit au cours des trois études pilotes de l'ancien UNIFEM ('ONU Femmes). Des niveaux accrus de VBG sont à la fois interprétés comme un effondrement du contrôle social et reconnus comme l'héritage d'un conflit violent. Cependant, il est extrêmement difficile d'obtenir des données relatives à la VBG, et ce essentiellement pour quatre raisons :

- » L'absence de cadre convenu à l'échelle internationale : La définition conceptuelle de la VBG varie beaucoup au sein des pays, allant de définitions très restrictives qui ne visent que la violence physique et sexuelle à des définitions plus larges englobant la violence psychique et économique.
- » La perception individuelle de la VBG varie grandement : Les facteurs qui influencent la perception qu'a un individu de la VBG comprennent la tradition, son niveau d'éducation, son appartenance ethnique, etc. Néanmoins, l'éducation des personnes interrogées peut permettre de remédier à de telles difficultés.

- » Les informations relatives à la VBG sont particulièrement sensibles : La collecte d'informations à ce sujet nécessite toute la confiance des rescapées, qui ont tendance à avoir honte, à culpabiliser et parfois à avoir peur de communiquer. Des méthodes spécifiques et la mise en place de mécanismes d'adaptation sont nécessaires pour atténuer ce problème, mais le résultat tendra à être faussé aussi longtemps que la VBG sera stigmatisée.
- » La collecte de données sur la VBG coûte cher : Il s'agit d'un résultat direct de ces exigences particulières, et notamment de la conception d'instruments et de méthodologies d'enquêtes spécifique au contexte et à la culture, ainsi que du recours à des enquêteurs qui ont suivi une formation très poussée.

Toutefois, ces difficultés ne devraient pas s'opposer aux efforts visant à améliorer la collecte des données sur la VBG. De plus, bien qu'il ne suffise pas de mesurer la perception qu'ont les gens de l'augmentation de la VBG pour obtenir une mesure comparable de l'ampleur du problème, leur perception de la VBG peut être un indicateur important des modifications de la perception de la violence généralisée et peut potentiellement permettre de mesurer l'augmentation réelle de la violence qui n'est pas encore visible dans la sphère publique.

Le renforcement des capacités des femmes en matière de prévention des conflits

Les systèmes communautaires participatifs de surveillance des conflits tels que ceux pilotés par l'ancien UNIFEM (désormais ONU Femmes) jouent un rôle important qui dépasse la collecte et l'analyse de données. Ils deviennent, de fait, une ressource sociale utile à la prévention des conflits. Aux Îles Salomon et en Colombie, la capacité des organisations de femmes pour la paix s'est renforcée non seulement par l'acquisition de compétences en collecte et analyse de données, mais également par l'établissement de canaux de communication avec les autorités publiques. En Colombie, par exemple, les organisations pour les femmes de Cauca et de Bolivar ont pu faire inclure leur inquiétude concernant la violence basée sur le genre dans le Système d'alerte rapide du Gouvernement. Les rapports entre les organisations de femmes et les systèmes de sécurité nationaux, les décideurs et les médias ne sont pas toujours possibles, bien sûr, surtout lorsque les relations entre citoyens et État sont tendues. Dans de tels contextes, la surveillance des conflits doit se faire avec prudence.

Le renforcement de la capacité du système à surveiller les conflits en tenant compte des questions de genre

Il est essentiel que les autorités nationales fassent preuve d'un engagement positif pour garantir l'efficacité de la surveillance sensible au genre des conflits, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, sans engagement positif de la part des autorités nationales, la surveillance des conflits peut exposer les participants à un danger injustifié. Ensuite, les personnes engagées dans un exercice participatif doivent être à même de voir que leur énergie n'est pas dépensée en vain, mais qu'elle favorise l'acquisition de connaissances et la prise de mesures concrètes par les décideurs. En Colombie, les résultats du projet ont été présentés au Bureau de prévention des conflits de l'Organisation des États américains, et ont été utilisés pour appuyer les efforts visant à favoriser une analyse sexospécifique des conflits par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies

aux droits de l'homme, et d'autres entités de l'ONU actives dans le pays. Aux Îles Salomon, le Conseil national de la paix a pris très au sérieux son rôle de partenaire du projet, et en se basant sur celui-ci, il a soutenu un projet sensible au genre de prévention des conflits. Plusieurs organisations nationales et internationales ont utilisé les données et les possibilités de réponses pour orienter des processus de planification stratégique (Save the Children, le ministère pour la Réconciliation de l'unité nationale et pour la paix, OXFAM).



Au Timor oriental, à Hera, un casque bleu de l'Administration transitoire des Nations Unies (ATNUTO) joue avec un jeune enfant. Le 2 mars 2000. Hera, Timor oriental. Crédit : Photo ONU/Eskinder Debebe

NOTES :

- 1 L'analyse du développement dans un contexte de conflit, Programme des Nations Unies pour le développement, octobre 2003.
- 2 Par exemple, le modèle d'Évaluation stratégique des conflits du ministère britannique pour le Développement international.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes